

Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans ***Cinquante mois d'occupation allemande*** (Volume 1 : 1914-1915) du

JEUDI 20 AOUT 1914

L'ennemi est entré aujourd'hui dans la capitale. J'écris ces lignes à la fin du jour ; je ferai effort sur moi-même, sur le tumulte de mes sentiments et de mes impressions pour noter méthodiquement, avec précision, presque sèchement, les principaux détails d'un événement si mémorable, ce que j'en ai vu et entendu.

Hier soir, Bruxelles s'est endormi sur la foi d'un communiqué long et énigmatique du ministère de la guerre affirmant que la situation continuait d'être excellente, mais laissant entendre que l'armée belge, désormais partie d'un système de forces articulées, devait régler ses mouvements d'après l'intérêt stratégique de l'ensemble, sans se préoccuper des intérêts locaux de telle ou telle ville à couvrir.

D'autre part, le matin, l'avis suivant de M. le Bourgmestre Max avait été apposé sur les murs de Bruxelles et aussitôt copié et affiché également par les bourgmestres des autres communes de l'agglomération

ARMES A FEU.

Les lois de la guerre interdisent à la population civile de prendre part aux hostilités et toute dérogation à cette règle pouvant entraîner des représailles, beaucoup de mes concitoyens ont exprimé le désir de se débarrasser des armes à feu qu'ils possèdent.

Ces armes peuvent être déposées dans les commissariats de police, où il en sera donné récépissé.

Elles seront mises en sûreté à l'arsenal central d'Anvers et seront restituées à leurs propriétaires après la fin des hostilités.

Bruxelles, le 15 août 1914

Cette invitation indirecte n'était guère de nature à rassurer la population.

Ceux qui, depuis le 15 août, avaient pu compléter leurs impressions personnelles par des récits de réfugiés et tirer quelques inductions des rares données stratégiques échappées aux rigueurs de la censure avaient pu deviner ce que signifiait le langage sybillin du dernier communiqué militaire : l'imminence de l'occupation de Bruxelles par les Allemands.

Les autres, moins attentifs ou moins perspicaces, n'y entendirent rien, et ils formaient l'immense majorité de la population. Bruxelles a donc continué de dormir en paix, ses drapeaux tricolores toujours fièrement arborés, alors que les autorités siégeant encore ici et laissées à elles-mêmes se trouvaient déjà en pleine alarme.

Ceci a été vrai surtout pour le haut

commandement de la garde civique. Vingt mille gardes civiques étaient répartis à la périphérie, de l'agglomération, prêts à faire le coup de feu sous la protection des jolies tranchées et barricades établies depuis quelques jours au bout des grandes voies d'accès de la capitale. Nous les avons tous visités, depuis un jour ou deux, ces tranchées et barricades et, il faut bien le dire, elles avaient paru à beaucoup plutôt des joujoux que des auxiliaires d'une résistance effective.

Tard dans la soirée, le commandement supérieur de la garde civique a tout à coup fait combler ces tranchées et démolir ces barricades : l'ennemi aurait pu en tirer prétexte pour traiter en place forte et bombarder la capitale, que l'on ne songeait plus à défendre. Et, dès lors que l'on ne pensait plus à une résistance, la présence de la garde civique n'était plus, elle aussi, qu'un danger. Vers 11 heures du soir, on licencia le second ban ; les gardes du premier ban étaient dare-dare, sans avoir eu le temps de rentrer chez eux – la plupart sans avoir pu avertir leurs familles –, entassés dans des trains qui devaient les conduire ils ne savaient et nous ne savons encore où. Ceux du second ban furent invités à se débarrasser de leurs armes dans le plus bref délai ; leurs chefs firent déposer beaucoup de fusils et sabres tout de suite, sur place même ; mais nombre de gardes partirent avec leurs armes et allèrent les jeter à l'eau, au pont du canal, aux étangs d'Ixelles, aux

étangs du quartier Nord-Est. De braves bourgeois qui les voyaient, ignorant les ordres donnés, se scandalisaient et accusaient les gardes de lâcheté, de désertion.

Ce matin, beaucoup d'habitants apprennent, surtout par les gardes rentrés chez eux, ce qui s'est passé la nuit et commencent à se douter de ce qui va suivre.

Au reste, à 7 heures du matin, la gare du Nord est avisée de Schaerbeek qu'on signale l'apparition de troupes allemandes ; on s'occupe de faire transporter les fonds et valeurs des caisses de la Banque Nationale par train spécial à Gand ; on met toutes les locomotives du dépôt Bruxelles-Nord sous pression et en ordre de marche pour les diriger ensuite par groupes vers les lignes de Forest, principalement vers Courtrai.

A partir de 8 heures, les familles affluent à la gare en quête de trains qui les emporteront loin de la ville, sur le point d'être envahie. Les trains sont pris d'assaut ; c'est un sauve-qui-peut.

Même spectacle à la gare du Midi, où les fuyards s'entassent dans un train qui doit les emmener vers Tournai. Hélas ! le train ne dépasse pas Forest, où l'on fait descendre les voyageurs : ils doivent rentrer en ville chargés de bagages. Les communications au delà de Forest sont déjà coupées ...

Il n'est guère plus de 8 heures non plus quand se répand la nouvelle que le personnel des

services télégraphiques a quitté les bureaux après avoir mis ses appareils hors d'usage.

Au même moment, M. Max adresse aux Bruxellois, par voie d'affiche, ces exhortations et conseils, où la sagesse s'unit à la fierté patriotique:

Concitoyens,

Malgré la résistance héroïque de nos troupes secondées par les armées alliées, il est à craindre que l'ennemi n'envahisse Bruxelles.

Si pareille éventualité se réalise, j'espère pouvoir compter sur le calme et le sang-froid de la population. Que l'on se garde de tout affolement, de toute panique.

Les autorités communales ne désertent pas leur poste. Elles continueront à remplir leurs fonctions avec la fermeté que vous êtes en droit d'attendre d'elles en des circonstances aussi graves.

J'ai à peine besoin de rappeler à mes concitoyens les devoirs de tous envers le pays.

Les lois de la guerre interdisent à l'ennemi de forcer la population à donner des renseignements sur l'armée nationale et sur ses moyens de défense.

Les habitants de Bruxelles doivent savoir qu'ils sont en droit de refuser de faire connaître quoi que ce soit à ce sujet à l'envahisseur. Ce refus leur est imposé dans l'intérêt de la patrie.

Qu'aucun de vous n'accepte de servir de guide à l'ennemi.

Que chacun se tienne en garde contre les espions et les agents étrangers qui chercheraient à recueillir des renseignements ou à provoquer des manifestations dans un sens quelconque.

CONCITOYENS

Malgré la résistance héroïque de nos troupes, secondées par les armées alliées, il est à craindre que l'ennemi n'envahisse Bruxelles.

Si pareille éventualité se réalise, j'espère pouvoir compter sur le calme et le sang-froid de la population.

Que l'on se garde de tout affolement, de toute panique.

Les Autorités communales ne désertent pas leur poste. Elles continueront à remplir leurs fonctions avec la fermeté que vous êtes en droit d'attendre d'elles en des circonstances aussi graves.

J'ai à peine besoin de rappeler à mes concitoyens les devoirs de tous envers le Pays.

Les lois de la guerre interdisent à l'ennemi de forcer la population à donner des renseignements sur l'Armée nationale et sur ses moyens de défense. Les habitants de Bruxelles doivent savoir qu'ils sont en droit de refuser de faire connaître quoi que ce soit, à ce sujet, à l'envahisseur. Ce refus leur est imposé dans l'intérêt de la Patrie.

Qu'aucun de vous n'accepte de servir de guide à l'ennemi.

Que chacun se tienne en garde contre les espions et les agents étrangers qui chercheraient à recueillir des renseignements ou à provoquer des manifestations dans un sens quelconque.

L'ennemi ne peut légitimement porter atteinte ni à l'honneur des familles, ni à la vie des citoyens, ni à la propriété privée, ni aux convictions religieuses ou philosophiques, ni au libre exercice des cultes.

Que tout abus commis par l'envahisseur, me soit immédiatement dénoncé. **AUSSI LONGTEMPS QUE JE SERAI EN VIE ET EN LIBERTÉ, JE PROTÈGERAI DE TOUTES MES FORCES LES DROITS ET LA DIGNITÉ DE MES CONCITOYENS.**

Je prie les habitants de faciliter ma tâche en s'abstenant de tout acte d'hostilité, de tout usage d'armes, de toute intervention dans les combats ou rencontres.

CONCITOYENS,

Quoi qu'il arrive, écoutez la voix de votre **Bourgmestre** et maintenez-lui votre confiance. Il ne la trahira pas.

VIVE LA BELGIQUE LIBRE ET INDEPENDANTE!

VIVE BRUXELLES!

19 / août 1914.

Adolphe MAX

Bruxelles. — Typographie et lithographie

L'ennemi ne peut légitimement porter atteinte ni à l'honneur des familles, ni à la vie des citoyens, ni à la

propriété privée, ni aux convictions religieuses ou philosophiques, ni au libre exercice des cultes.

Que tout abus commis par l'envahisseur me soit immédiatement dénoncé. Aussi longtemps que je serai en vie et en liberté, je protégerai de toutes mes forces les droits et la dignité de mes concitoyens.

Je prie les habitants de faciliter ma tâche en s'abstenant de tout acte d'hostilité, de tout usage d'armes et de toute intervention dans les combats ou rencontres.

Concitoyens,

Quoi qu'il arrive, écoutez la voix de votre Bourgmestre et maintenez-lui votre confiance. Il ne la trahira pas.

Vive la Belgique libre et indépendante !

Vive Bruxelles !

Le 19 août 1914

Adolphe MAX

Il est un peu plus de 9 heures, quand, avec la rapidité de l'éclair, d'un bout de la ville à l'autre, se répète le cri : « *Les Allemands arrivent ! Ils sont là!* »

- *Où cela ? Par où viennent-ils ?*
- *Par la chaussée de Louvain.*

Nulle trace d'affolement, de panique ; pas un magasin ne ferme ; l'émotion est grande ; mais, en dépit de l'affreuse incertitude du lendemain qui pèse sur tant d'âmes, on demeure, unanimement de sang-froid, décidé à supporter l'inévitable avec une constance et un patriotisme indéfectibles. Beaucoup aussi sont avant tout ... curieux, curieux

d'assister à l'extraordinaire spectacle militaire qui va se dérouler, de voir de leurs propres yeux ces fameuses troupes dont les journaux leur parlent depuis trois semaines, dont nous avons l'imagination hantée sans les avoir jamais aperçues. Il se mêle à cette curiosité – quoi de plus humain ? – le secret plaisir d'amour-propre de participer, spectateur chétif, à un événement méritant incontestablement la qualification, souvent galvaudée, d'historique.

Et l'on court vers la chaussée de Louvain.

En passant devant la caserne de la place Dailly, j'apprends que M. le Bourgmestre Max, MM. les Echevins Steens et Jacqmain, M. le Secrétaire communal Vauthier, qui sont allés, en auto, au devant des troupes allemandes, se trouvent en conférence, dans une salle de la caserne, avec «*des généraux allemands* », dit-on.

L'avant-garde des envahisseurs est arrêtée un peu plus loin, à la hauteur du cimetière de Saint-Josse. Elle se compose de cavaliers coiffés du bonnet de hussard et armés de la lance. A distance, elle se présente, sous le rayonnement de l'ardent soleil d'août, comme une grosse masse grisâtre, au-dessus de laquelle palpitent de petites flammes blanc et noir. La tenue de cette troupe – c'est ce que frappe tout d'abord – est uniformément grise ; une toile enveloppe le bonnet; tout ornement qui pourrait briller, toute teinte un peu voyante sont exclus de l'équipement.

La poussière qui recouvre hommes et chevaux achève d'harmoniser ce tableau militaire en grisaille. A certains détails de l'uniforme des cavaliers, surtout à l'insigne (une tête de mort qu'on entrevoit sur le devant de l'un ou l'autre bonnet moins bien voilé), on reconnaît ces hussards au nom sinistre, ces « *hussards de la mort* » qui nous sont si souvent apparus depuis trois semaines dans les récits des correspondants de guerre.

La plupart de ces hommes sont très solides ; leurs montures, superbes. Si la tenue est totalement dépourvue de ce coloris, de ce clinquant, de ces plumes et panaches qui donnaient naguère tant de pittoresque et d'éclat au spectacle d'une troupe en marche, elle semble fort pratique ; l'équipement est extrêmement soigné, révèle dans le détail toutes sortes d'ingéniosités. L'uniforme des officiers ne se différencie pas, au premier coup d'oeil, de celui des soldats. Tous les officiers portent en bandoulière, dans des gaines de mica, une carte routière, copie de la carte de l'état-major belge !

Les badauds s'intéressent à tous ces détails, se les montrent, les discutent, laissent même parfois échapper des exclamations admiratives. Certains s'enhardissent à entrer en contact avec des cavaliers descendus de cheval, répondent à des questions de ceux-ci, leur en posent ; pour tout dire, il y a, çà et là, autour des soldats ennemis, un

empressement que j'eusse mieux aimé ne pas voir. Des filles d'Eve – d'Eve la curieuse – se font remarquer dans cet empressement. Des soldats, des officiers sortent parfois du rang, entrent dans un magasin, un café.

Cependant les représentants de la ville confèrent, en la caserne des carabiniers, avec le capitaine Kriegsheim, représentant le général von Buelow, commandant le 4e corps d'armée allemand. J'ai appris dans la soirée les principales circonstances de cette négociation.

Le général von Buelow a envoyé, hier soir déjà, à l'administration communale l'ordre suivant :

19 août 1914

AUX AUTORITES DE LA VILLE DE BRUXELLES.

Le 20 août, les troupes allemandes en avançant vers la France entreront dans la ville de Bruxelles. A multiples reprises, les habitants ont attaqué en des lieux ouverts nos soldats d'une façon traître et défiant le droit des gens. Je mets donc très sérieusement en garde la population de Bruxelles contre un renouvellement de pareils méfaits odieux.

Si en dépit de la présente admonition dictée par le sentiment d'humanité, nos troupes rencontraient de la résistance de la part des bourgeois, ou même si l'on leur manifestait une hostilité quelconque, j'agiserais sans miséricorde pour protéger la sécurité des troupes qui me sont confiées, et je mettrais la ville de Bruxelles à ras du sol. La responsabilité de cette mesure retomberait alors sur les autorités de votre ville.

Pour me garantir la bonne conduite de la

population, le bourgmestre de Bruxelles, le Conseil communal et cent notables de votre ville devront se présenter demain, à 10 heures du matin, à l'issue orientale de Bruxelles, à un endroit que le parlementaire désignera.

Ces messieurs seront provisoirement retenus à la disposition de mon commandement.

Le général commandant en chef,
(s.) von BUELOW

C'est alors que M. Max donna l'ordre de faire retirer la garde civique, de combler les retranchements et de supprimer les barricades à la périphérie.

Ce matin, il se rend, à l'heure fixée par le général von Buelow, au devant des troupes ennemies. Le secrétaire communal, M. Vauthier, qui l'accompagne avec deux échevins, porte le drapeau des parlementaires, improvisé au moyen d'un linge blanc trouvé à l'hôtel de ville. Quand l'auto qui transporte le bourgmestre et ses trois compagnons arrive chaussée de Louvain, à une centaine de mètres des troupes allemandes arrêtées, un officier supérieur s'approche et dit :

- *Was wünschen Sie ? (« Que désirez-vous ? »)*
- *Je ne comprends pas l'allemand – répond M. Max.*

L'officier répète en français sa question. M. Max répond :

- *Je suis le bourgmestre de Bruxelles, et je désire télégraphier à S. M. l'Empereur pour lui*

demander de ne pas faire traverser la capitale par les troupes ; il a été l'hôte de la ville et il doit avoir conservé de sa visite un souvenir tel que j'espère qu'il ne repoussera pas cette demande.

L'officier supérieur déclare devoir en référer au général en chef. Il est convenu qu'il rejoindra le bourgmestre dans une demi-heure, à la caserne de la place Mailly.

Arrive une automobile amenant un capitaine allemand et M. Vanderkelen, échevin, et sénateur de Louvain. M. Vanderkelen est otage à Louvain depuis hier et a été requis par le commandant du 4^e corps d'armée de présenter au bourgmestre de Bruxelles le capitaine Kriegsheim, chargé de faire connaître les conditions du passage et du séjour des troupes allemandes dans Bruxelles. L'entretien dure jusqu'à midi et demi. Pour en dresser le protocole, on va chercher dans le voisinage « *tout ce qu'il faut pour écrire* ».

Le procès-verbal suivant est rédigé :

L'an 1914, le 20 août, dans la matinée, des troupes allemandes se dirigeant vers Bruxelles, le Bourgmestre de la ville, M. Adolphe Max, s'est porté au-devant d'elles en parlementaire sous l'égide du drapeau blanc et accompagné de MM. les échevins Steens et Jacquain et Maurice Vauthier, secrétaire communal.

Ces messieurs se sont rencontrés avec M. le

capitaine Kriegsheim, représentant le général commandant le 4 corps d'armée.

Le Bourgmestre a demandé aux troupes allemandes de renoncer à pénétrer sur le territoire de la ville. Il a prié le commandant des dites troupes de l'autoriser à télégraphier en ce sens à S. M. l'empereur d'Allemagne.

Le capitaine Kriegsheim, ayant pris note de cette requête, a reçu le texte de la dépêche qui lui a été remise par M. le Bourgmestre. Le capitaine a ensuite fait connaître qu'au nom du général dont il était mandataire, il requérait les communes de l'agglomération bruxelloise de fournir pour l'entretien des troupes allemandes se disposant à traverser Bruxelles ou à y séjourner :

les **20 et 21 août** à 7 heures du soir, 18.000 kgs de pain ; 10.000 kgs de viande fraîche ; 6.000 kgs de riz ou de légumes (fèves, etc.) ; 100 kgs de riz (pouvant être remplacés par 500 kgs de pommes de terre) ; 600 kgs de café brûlé ; 100 kgs de sel ; 10.000 kgs de sucre ; 2.000 kgs d'avoine ; 600 kgs de cacao.

Ces prestations sont à remettre à la gare de l'Allée Verte.

M. le capitaine Kriegsheim a requis, également en sa dite qualité, pour l'entretien des troupes allemandes, les prestations ci-après, à fournir dans chacun des locaux suivants : gare de l'Allée Verte, gare de Tour-et-Taxis, abattoirs de Cureghem :

Le **21 août** : 30.000 kgs de pain, 5.000 kgs de

viande fumée, 17.000 kgs de bétail vivant, 10.000 kgs de riz ou de légume (fèves, etc.), 1.400 kgs de café, 1.700 kgs de sel, 120.000 kgs d'avoine, 170 kgs de thé, 1.700 kgs de sucre, 700 kgs de cacao, 10.000 litres de vin.

Le **22 août** : 20.000 kgs de pain et 20.000 kgs de farine ; les mêmes quantités que les jours précédents pour les autres denrées.

Le **23 août** : 30.000 kgs de farine ; les mêmes quantités que les jours précédents pour les autres denrées.

Le requérant a déclaré que si les vivres mentionnés ci-dessus n'étaient pas fournis en nature, la ville de Bruxelles et les communes de l'agglomération seraient tenues d'en payer la double valeur sur la base du prix du marché.

Le capitaine Kriegsheim a requis d'autre part la ville de Bruxelles et les communes de l'agglomération de payer à titre de contribution de guerre, dans les trois jours, une somme de 50 millions de francs en or, argent ou billets de banque, la province de Brabant ayant à payer pour le surplus, à titre de contribution de guerre, une somme de 450 millions de francs, somme pouvant être payée en traites au plus tard le 1^{er} septembre 1914.

Le Bourgmestre de Bruxelles, protestant contre la violence qui lui était faite, a déclaré ne céder qu'à la contrainte.

Le capitaine Kriegsheim, en sa dite qualité,

ayant prié le Collège des bourgmestre et échevins de rester en fonctions, M. le Bourgmestre a déclaré que les autorités feraient ce qui dépendrait d'elles en vue de garantir la sécurité des troupes allemandes traversant Bruxelles ou y séjournant. Il a fait connaître son intention de siéger en permanence à l'hôtel de ville pour veiller à la bonne marche des affaires.

M. le capitaine Kriegsheim a communiqué qu'il avait reçu mandat de retenir provisoirement à la disposition du commandant allemand, pour garantir la bonne conduite de la population bruxelloise, le Bourgmestre de Bruxelles, le Conseil communal et cent notables de la ville. Après un échange de vues à ce sujet, il a spontanément renoncé, à, cette exigence, sous réserve de ratification de son mandat.

Le même jour, à 2 heures de relevée, les représentants de la ville de Bruxelles se sont rencontrés avec M. le général commandant le 4e corps d'armée allemand, lequel leur a fait connaître qu'il ratifiait les réquisitions et déclarations faites en son nom par M. le capitaine Kriegsheim.

Après qu'il eût pris acte des protestations des représentants de la ville de Bruxelles, il a donné ordre à ses troupes de traverser la ville en suivant un itinéraire annoncé, une garnison devant être maintenue dans la ville pendant le temps nécessaire au passage des troupes.

Fait en double à Bruxelles le 20 août 1914.

(s.) Kriegsheim,
Capitaine d'état-major du 4e corps d'armée.

A midi et demi, les représentants de la ville quittent la caserne pour aller déjeuner ; M. Vanderkelen les accompagne. Le capitaine Kriegsheim se rend auprès de son chef pour l'informer du résultat de l'entretien.

A 2 heures, M. Max et ses compagnons retournent à la caserne de la place Dailly ; ils attendent sous le porche.

A la même heure, ordre de se remettre en marche est donné aux troupes, dont la première colonne est arrêtée, depuis le matin, un peu au delà. Le général, von **Jakowsky** (**Note** : von **Jarotsky**) s'avance en tête, avec le général von Arnim et son état-major. Les généraux s'approchent du groupe des édiles en saluant. Le général von Jakowsky tend la main à M. Max, qui lui fait cette réponse :

- *Je regrette, Monsieur le général, de ne pouvoir, en ces douloureuses circonstances, mettre ma main dans la vôtre, car je ne puis oublier que ma patrie souffre cruellement et j'espère que vous me comprendrez.*

Le général laisse sa main tendue un moment, puis dit :

- *Je comprends cela, Monsieur le bourgmestre.*

Il salue, puis réquisitionne cinq autos pour lui et son état-major ; ces autos roulent bientôt à courte distance derrière celle des édiles, qui se

rendent à l'hôtel de ville par l'avenue de la Brabançonne et la rue de la Loi. Une escorte de quinze cents hommes suit les autos allemandes.

Le principal défilé devant avoir lieu sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode, M. Frick, bourgmestre, est à son poste. Il a fait afficher hier soir sur les murs de sa commune, cet appel :

CONCITOYENS,

Malgré la résistance héroïque de nos soldats, l'armée allemande entrera peut-être sur le territoire de notre commune.

Ne vous laissez pas abattre par la crainte ou le désespoir ; conservez votre foi dans l'avenir de la Patrie.

Gardez-vous de tout acte d'hostilité à l'égard de l'armée allemande : il serait inutile à la défense nationale et pourrait provoquer des représailles.

Vos magistrats communaux demeurent parmi vous, prêts à vous défendre et à assurer l'ordre et la sécurité publiques. Aidez-les dans leur tâche difficile, en conservant une attitude calme et digne.

M. Frick s'est posté au milieu de la chaussée de Louvain. En voyant approcher l'ennemi, il crie à ses concitoyens : « *Rentrez chez vous ! Fermez vos- fenêtres et descendez vos volets !* »

Cependant, les troupes, qui se sont ébranlées à 2 heures, continuent à descendre la chaussée de Louvain et s'engouffrent dans la ligne des boulevards pour monter vers le plateau de Koekelberg. Derrière la cavalerie vient l'infanterie ; et l'on voit se profiler au loin, derrière celle-ci,

l'artillerie et le train, et je ne sais quoi encore de massif et de luisant. Tambours, fifres et fanfares. Les hommes chantent, avec de belles voix et beaucoup d'unisson, la « *Wacht am Rhein* » et d'autres hymnes patriotiques ; quand passent des troupes de l'infanterie, le martellement scandé des bottes sur le pavé fait à ce chant un accompagnement sourd et brutal.

Les officiers lancent des ordres à coups de sifflet ou les hurlent de leur voix gutturale. De lourdes autos d'état-major passent, ronflant et cornant, en bordure du défilé. Toutes les résonnances et le fracas qui enveloppent ce cortège ajoutent à l'impression de puissance terrifiante que cause l'énorme mécanique de guerre mise en branle sous nos yeux. Car c'est bien à cela, à une formidable mécanique, admirablement, terriblement agencée, que tout le monde pense en voyant s'avancer d'un mouvement si automatique la masse grise de ces troupes avec leur hérissément d'armes et d'engins belliqueux. Les badauds qui avaient rêvé de quelque cavalcade militaire riche, colorée, brillante, empanachée, ressemblant à un cortège de fête, sont déçus. A mesure que la curiosité se satisfait, elle s'efface pour ne plus laisser place, dans l'âme des spectateurs, qu'à de la tristesse et de la colère patriotiques. On saisit l'expression de ces sentiments dans les conversations, sur les physionomies, dans les gestes. Quel moment

d'émotion douloureuse et indignée que celui où nous apercevons dans les rangs de l'envahisseur, qui les emmène prisonniers, trois soldats belges et quelques paysans, ces derniers les mains liées ! Trait cruel, odieux et lâche de la part de l'ennemi, que cette exhibition offensante et pénible à la fois pour nous et pour ces malheureux !

On se demande maintenant si l'irritation contenue du public ne va pas faire explosion ; heureusement aucun incident ne se produit ; on le doit surtout à la vigilance et au tact avec lesquels la police locale veille au bon ordre.

La belle ordonnance de l'ensemble n'empêche pas de laisser voir les troupes d'infanterie épuisées par la marche ; des hommes, la chemise ouverte sur la poitrine, ploient sous le sac ; dès qu'un arrêt se produit, des soldats s'affalent, s'étendent sur le sol, dans la poussière, par rangs, par compagnies, pour goûter ne fût-ce qu'une minute de repos. Et alors, tout de suite, la pitié remonte au cœur des bonnes gens de chez nous. Cette pitié, jointe sans doute souvent à d'autres sentiments moins désintéressés, comme peut-être le désir lâche de s'assurer la bienveillance de la soldatesque ennemie, se manifeste çà et là par des prévenances déplorables : des femmes de la populace vont au devant des envahisseurs pour leur distribuer des cigarettes, des fruits, des tartines, du chocolat, des boissons ; ces amabilités s'accompagnent parfois d'une obséquiosité

révoltante.

La Grand'Place est occupée à 2h1/2 par l'escorte de l'état-major. Les soldats installent leurs cuisines de campagne et font leur popotte à l'endroit où d'habitude le marché aux fleurs jette ses notes vives et répand ses parfums. Le drapeau allemand est – hélas ! – bientôt arboré à l'aile gauche de la façade de l'hôtel-de ville ; mais grâce à l'énergique insistance de M. Max, le drapeau belge et le drapeau vert et rouge de Bruxelles sont maintenus à la tour ; au sommet de la flèche flotte le drapeau de la Croix-Rouge (une ambulance belge a été aménagée dans l'hôtel de ville).

Vers 4 heures, un « *Taube* » plane au-dessus de la Grand'Place ; à un moment, une flamme bleuâtre en descend. Surprise effrayée parmi le public : la vision de notre forum municipal bombardé passe avec la rapidité de l'éclair devant bien des yeux, première impression irraisonnée, car il ne s'agit que d'un signal lumineux donné par l'avion ; cette impression accroît encore les angoisses : nous sommes bien à la merci de l'ennemi.

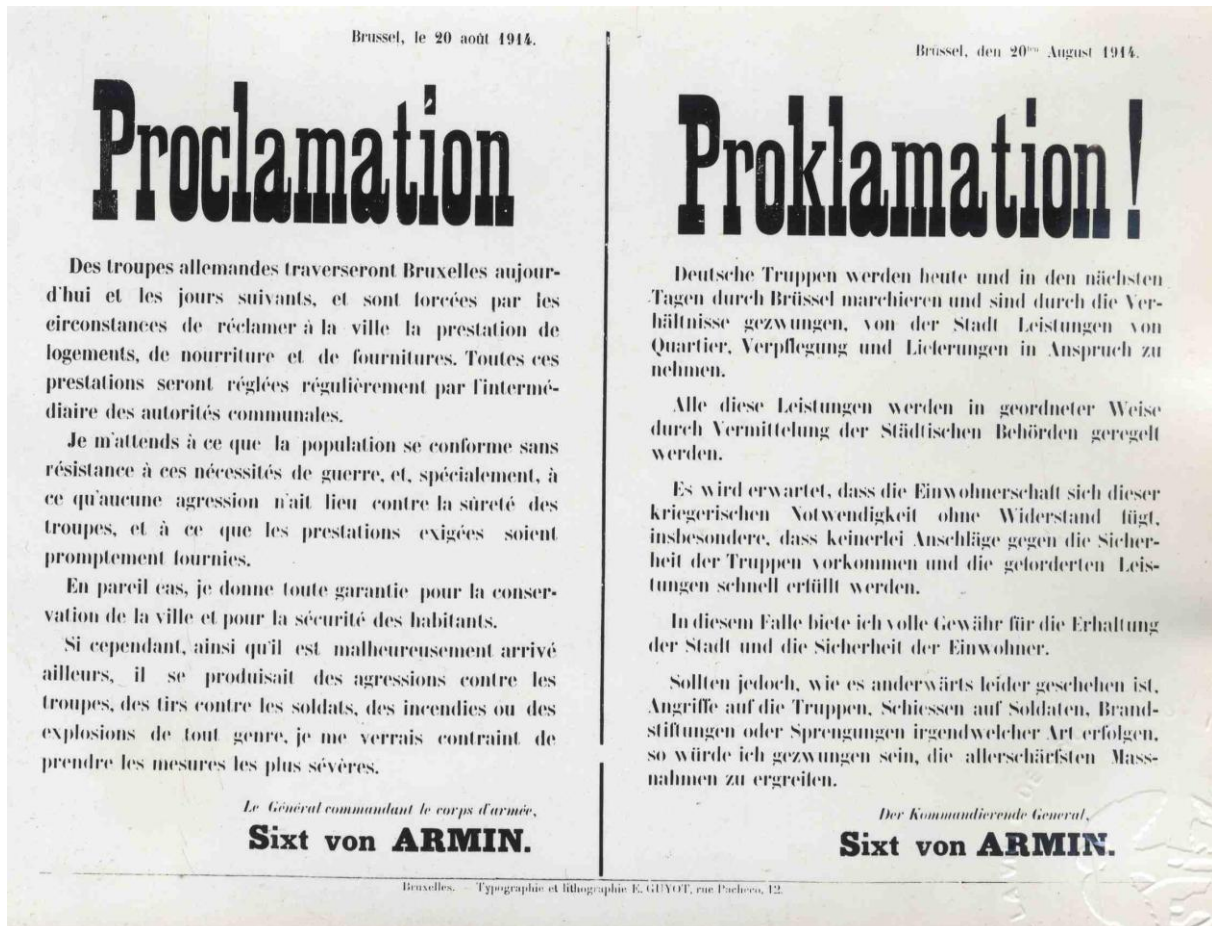
La place Rogier a été évacuée. L'armée envahissante, montant vers le plateau de Koekelberg, passe toujours, en flots intarissables. Mais le spectacle a déjà changé d'allure. La mise en scène des premiers tableaux a été réglée avec soin pour que le défilé impose dès l'abord. En se prolongeant, il perd de son bon ordre et de son air

impressionnant.

Il défile maintenant pêle-mêle, et allant cahin-caha, des canons, des fantassins, de la cavalerie, des cuisines de campagne, des mitrailleuses, des projecteurs, du matériel de pontonniers, du matériel de télégraphie sans fil, des voitures d'ambulance et un énorme charroi de fortune : camions de commerce portant sur leurs bâches des noms de firmes et de localités allemandes et belges, chars-à-bancs, voitures de déménagement, calèches, victorias, tonneaux, chariots à betteraves, coupés, etc. Sur beaucoup de ces véhicules on aperçoit cette inscription à la craie: « *Nach Paris !* » Dans cet ensemble hétéroclite sont cahotées des choses non moins disparates : du foin, de vieilles chaises, des animaux de ferme, des paniers à vin, les pièces d'un mobilier de cuisine, des lapins, des poules, des pigeons, que sais-je encore ? A côté trottaient, tenus en laisse ou attachés par une corde à un véhicule, encore des bêtes, des chiens, beaucoup de chiens et de toute espèce, beaucoup de chevaux, un âne – on attend le chameau et l'éléphant de la caravane –, car maintenant l'impression d'une belle armée régulière, en marche et celle de la formidable machine guerrière dont j'ai parlé s'effacent complètement et l'on songe plutôt au passage d'une tribu de nomades pillards qui auraient fait une fabuleuse razzia dans le pays traversé.

* * *

Vers la fin de l'après-midi, l'envahisseur fait officiellement part, dans une affiche en langues française et allemande, de son arrivée dans nos murs :



PROCLAMATION.

Des troupes allemandes traverseront Bruxelles aujourd'hui et les jours suivants et sont forcées par les circonstances de réclamer à la Ville les prestations de logement, de nourriture et de fournitures. Toutes ces prestations seront réglées régulièrement par l'intermédiaire des autorités communales.

Je m'attends à ce que la population se conforme sans résistance à cette nécessité de guerre et spécialement à ce qu'aucune agression n'ait lieu contre la sûreté des troupes et à ce que les prestations exigées soient promptement fournies.

En pareil cas, je donne toute garantie pour la conservation

de la ville et pour la sécurité des habitants.

Si, cependant, ainsi qu'il est malheureusement arrivé ailleurs, il se produisait des agressions contre les troupes, des tirs contre les soldats, des incendies ou des explosions de tout genre, je me verrais contraint de prendre les mesures les plus sévères.

Le général commandant le 4e corps d'armée,
Sixt von Arnim

De son côté, M. Max fait placarder une proclamation et un avis. La proclamation dit :

CONCITOYENS,

L'éventualité que les événements d'hier faisaient prévoir va se réaliser. Des troupes allemandes traverseront Bruxelles. Une partie d'entre elles prendra ses cantonnements dans la capitale.

Le commandant de ces troupes m'a donné l'assurance qu'aucune atteinte ne sera portée aux personnes ni aux propriétés.

Les administrateurs communaux resteront en fonctions. Nul ne doit songer à se faire personnellement justice. Les griefs qui seraient à formuler devront être adressés à l'autorité communale, qui en poursuivra le redressement.

Je fais un nouvel appel au calme de la population.

L'avis porte :

Le Bourgmestre,

Voulant prévenir tout désordre dans les voies publiques comprises dans l'itinéraire à suivre par les troupes allemandes traversant Bruxelles,

Arrête :

Art. 1. — Les cafés, restaurants et débits de boissons seront fermés de 9 heures du soir à 6 heures au matin : chaussée de Louvain, boulevard Bisschoffsheim, boulevard du Jardin Botanique, boulevard d'Anvers et dans les voies publiques adjacentes.

Art. 2. — Les infractions à cette disposition seront punies des peines de police, sans préjudice aux mesures administratives à intervenir éventuellement à charge des contrevenants.

Le présent arrêté, exécutoire dès ce jour, sera soumis à l'approbation du Conseil communal lors de sa prochaine réunion.

En même temps, M. Max fait savoir aux fonctionnaires et employés communaux que si des soldats ou officiers allemands leur donnent des ordres, ils doivent répondre qu'ils ne peuvent faire qu'une chose : transmettre ces ordres au bourgmestre. A peine arrivés, les militaires allemands ont essayé de traiter des agents de l'autorité communale comme si ceux-ci étaient à leur service.

A 8 heures du soir, le défilé dure toujours. Le fleuve humain charriant fusils, lances et canons ne coule pas seulement par les boulevards qui montent au plateau de Koekelberg ; ses flots se pressent maintenant dans tous les boulevards et les grand'routes de la périphérie. Toutes les casernes sont occupées ; Koekelberg, Meysse, Uccle sont envahis ; officiers et soldats logent chez l'habitant ou à la belle étoile.

A 9 heures, un coup de feu retentit place Rogier. Immédiatement les soldats qui encombrant

la place mettent baïonnette au canon et s'apprêtent à charger les curieux. D'autres, braquant leurs fusils, mettent en joue la foule massée sur les trottoirs. Alors se précipite un officier qui explique avec fièvre à d'autres Allemands que c'est son revolver qui est cause de tout cet émoi, que son arme s'est déchargée à son insu au moment où il la déposait avec son ceinturon sur une table, à la terrasse d'un café. Grâce à son intervention, il n'y a pas de drame. Mais combien nos existences tiennent maintenant à un fil, chacun s'en rend compte, car déjà, parmi la troupe couraient les mots « *Zivilisten-tireurs* », et l'on sait de quelles atrocités ils sont l'avant-coureur.

Il n'y a pas de journaux pour raconter les épisodes de cette journée : tous se sont abstenus de paraître, ont fermé leurs portes, spontanément, sans ordre ni suggestion de qui que ce soit, sans accord préalable, sentant unanimement que tel est le devoir. Pour paraître, il faudrait l'autorisation de l'envahisseur, il faudrait accepter ses conditions, sa censure, ne plus imprimer que ce qu'il juge conforme à ses intérêts, bref mettre l'arme de la presse à sa disposition. Mieux vaut enterrer l'arme que la livrer à l'ennemi.

Notes de Bernard GOORDEN.

Voyez ce qu'en dit, à partir du 31 juillet 1914, Auguste **VIERSET** (1864-1960), dans ***Mes souvenirs sur l'occupation allemande en Belgique.***

Rappelons qu'Auguste **VIERSET**, secrétaire puis chef de cabinet d'Adolphe MAX, de 1911 à 1939 (année de la mort du bourgmestre, encore en fonction), lui a consacré une biographie : ***Adolphe MAX***. La première édition, de 1923, comportait 46 pages. C'est de la deuxième édition, de 1934 (comportant 226 pages), que nous avons extrait le chapitre « *Sous l'occupation allemande* » (pages 29-71) :

<http://www.idesetautres.be/upload/VIERSET%20ADOLPHE%20MAX%20SOUS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Il fut l'*informateur* du journaliste argentin Roberto J. **Payró** (1867-1928) pour sa série d'articles, traduits en français par nos soins :

« *Un ciudadano ; el burgomaestre Max (1-5)* » ; in ***La Nación*** ; 29/01-02/02/1915 :

pour le début de l'évocation relative à août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140817%20PAYRO%20%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour le 18 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140818%20PAYRO%20%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour le 19 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140819%20PAYRO%20%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour les 20-23 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140820%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR..pdf>

pour les 24-27 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140824%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR..pdf>

pour les 28 août / 2 septembre 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140828%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour les 16-27 septembre 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140916%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

Pour votre édification, lisez aussi du journaliste argentin Roberto J. **Payró**, à partir du 23 juillet 1914 (19140723), notamment la version française de son article de synthèse « *La Guerra vista desde Bruselas ; diario de un testigo ; **neutralidad * de Bélgica** (20-25) »* (in **La Nación** ; 07-12/12/1914) :

<http://idesetautres.be/upload/191412%20PAYRO%20NEUTRALIDAD%20BELGICA%20FR.pdf>

Vous trouverez aussi ce que dit Francisco **Orozco Muñoz**, volontaire (mexicain) de la Croix-Rouge belge à Liège, dans **La Belgique violée** (*éphémérides de l'invasion*) pour le daté du 20 août 1914 :

<https://www.idesetautres.be/upload/19140820%20>

[OROZCO%20BELGIQUE%20VIOLEE%20EPHEMERIDES%20INVASION.pdf](http://idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20LIENS%20INTERNET%201914%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf)

Découvrez la version française des *mémoires* de Brand **WHITLOCK**, traduite à partir de *Belgium under the German Occupation: A Personal Narrative*, en l'occurrence *La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles*. Pour les liens des 59 chapitres relatifs à **1914** :

<http://idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20LIENS%20INTERNET%201914%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Voyez aussi ce qu'en dit Hugh **GIBSON**, premier secrétaire de la Légation américaine à Bruxelles, dans *La Belgique pendant la guerre* (*journal d'un diplomate américain*), à partir du 4 juillet 1914 (en français et en anglais).

Tous ces documents sont accessibles via <https://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>